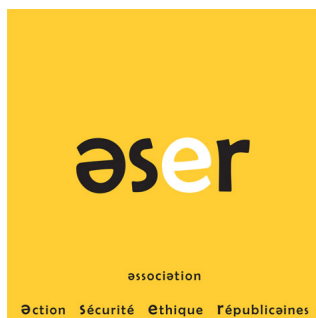




Action Sécurité Éthique Républicaines

Quatrième Intervention – 12^{ème} Conférence des États parties au traité sur le commerce des armes

Genève le 26 août 2026

Objet de l'intervention : Universalisation du Traité

Madame la Présidente.

Mesdames et messieurs les délégué.e.s,

Action Sécurité Éthique Républicaines (ASER) tient à nouveau à saluer le groupe de travail dans sa volonté d'engager les parlements dans l'universalisation du Traité.

ASER tient à féliciter l'Équateur pour avoir rejoint les États parties au TCA, un pays dont la population civile souffre depuis des décennies de la violence engendrée par les transferts d'armes légères et de petits calibres illégaux, violant les dispositions des articles 6, 7 et 11 du TCA.

L'universalisation, Madame la Présidente, n'est pas un mot, c'est un engagement, une obligation à considérer que les êtres humains « naissent libres et égaux en dignité et en droits... et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » comme précisé dans l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Pourtant la pratique des pays occidentaux semble aller à reculons de l'histoire.

Alors qu'au mois de juin 2026, moins d'un quart du plan humanitaire des Nations Unies est financé pour Gaza et que la contribution globale de l'UE pour la période 2023-2026 ne s'élève qu'à 243,7 millions d'euros par an pour l'aide humanitaire au Soudan. L'UE a dégagé pour l'année 2026 près d'un milliards € par an dans Frontex. Cette agence européenne qui pratique les retours forcés en mer contre les populations du sud, en violation de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés : article 33, paragraphe 1, qui dispose :

Qu'« Aucun des États contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée ... »

Il faudrait 1,4 milliards pour lutter efficacement contre la fièvre Ébola en RDC, sans compter des besoins humanitaire d'urgence dans cette guerre de trente ans pour la population Congolaise, quand les budgets des armées des 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne, ont représenté près de 2 300 milliards €. Cette augmentation spectaculaire de leurs budgets militaires est aussi une violation de l'article 26 de la charte des Nations Unies « qui engage les États à ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».

Comment croire ces mêmes États lorsqu'ils revendiquent une application rigoureuse du TCA « de façon cohérente, objective et non discriminatoire » comme inscrit dans son l'article 5 ?

Il y a près de 25 ans nous fondions la coalition « contrôlez les armes » Fred lubang et moi-même en sont les derniers représentants, campagne où le respect du droit international des droits de l'Homme était au cœur de nos exigences : « objectif et non discriminatoire ». Il l'est toujours.

Madame la Présidente, nous comptons sur vous pour faire avancer cette représentation de l'universalisation auprès des principaux producteurs d'armes parties ou signataires du TCA. Un tel changement dans leurs pratiques ne pourra que convaincre les États encore réticents au Traité de le rejoindre.

Merci Madame la Présidente